

Sommet international des ministres de l'agriculture à Berlin

lundi 18 janvier 2010

Un sommet international des ministres de l'agriculture s'est tenu à Berlin le 17 janvier 2010 sur le thème « Agriculture et changement climatique : enjeux politiques et économiques », à l'occasion de la « Semaine verte internationale de Berlin » (salon international dédié à l'alimentation et à l'agriculture).

Ci dessous, la déclaration publiée à l'issue du sommet.

Sommaire de cet article

- [Introduction](#)
- [1. Augmenter la production agricole tout en préservant les ressources naturelles](#)
- [2. Adapter les investissements au besoin réel](#)
- [3. Renforcer l'espace rural](#)
- [4. De la recherche agronomique](#)
- [5. Enjeux pour les pays donateurs](#)

Introduction

Résultat du 1er Sommet berlinois des ministres de l'agriculture du 17 janvier 2009

« La sécurité alimentaire mondiale est un défi global pour le monde politique et économique »

Les ministres de l'agriculture venus du monde entier et réunis à Berlin à l'occasion du 1er Sommet berlinois des ministres de l'agriculture ont constaté ce qui suit.

Dans leur Déclaration du millénaire faite en 2000, les chefs d'État et de gouvernement du monde ont fixé l'objectif visant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population souffrant de la faim et de la pauvreté. Malgré les mesures déjà entamées on risque de ne pas atteindre cet objectif. La politique doit donc relever des défis importants.

Certes, les prix pratiqués sur les marchés mondiaux notamment pour le pétrole brut et les denrées alimentaires ont retrouvé actuellement un niveau plus bas, mais leur forte hausse dans les années 2006 et 2007 avait pourtant des répercussions sérieuses sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres et les plus pauvres. Dès lors, il convient d'agir immédiatement de manière résolue sur place dans les régions rurales et urbaines des pays en développement. En même temps, la communauté internationale des donateurs et les organisations caritatives gouvernementales et non gouvernementales sont invitées à exploiter leur potentiel afin d'améliorer rapidement la situation.

Dans le contexte du changement climatique et de la diminution des terres utilisées à des fins agricoles ainsi que de la forte croissance démographique au niveau mondial, il est nécessaire d'assurer l'approvisionnement en énergie et de produire nettement plus de denrées alimentaires.

S'il y a aujourd'hui 6,5 milliards d'hommes sur la Terre, ce chiffre augmentera continuellement pour atteindre 9,2 milliards en 2050. De même, le processus d'urbanisation s'accéléra de manière spectaculaire.

La superficie des terres agricoles disponibles dans le monde est suffisante pour alimenter, déjà à l'heure actuelle, les 9 milliards d'êtres humains prévus. Mais nous avons besoin de bonnes stratégies pour utiliser

ces terres de manière durable et efficace, pour répartir les récoltes de façon appropriée et pour garantir à tous les hommes l'accès à une alimentation suffisante.

Le droit à l'alimentation représente un défi mondial ne pouvant être réalisé que dans le cadre d'un partenariat des gouvernements du monde entier et en étroite coopération avec les sociétés civiles incluant tous les groupes sociaux, les organisations non gouvernementales, les associations agricoles, l'industrie agro-alimentaire, le commerce et les donateurs privés. Pour y parvenir, les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont un instrument adéquat.

Les ministres de l'agriculture soutiennent l'initiative des Nations Unies visant à créer un partenariat globale pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et soulignent l'importance du rôle de la FAO dans ce processus.

Les ministres de l'agriculture ont notamment retenu les domaines d'action suivants :

1. Augmenter la production agricole tout en préservant les ressources naturelles

Dans la plupart des pays en développement, même en cas de forte hausse des prix agricoles, le secteur agricole ne dispose pas de la flexibilité nécessaire afin de réagir à la croissance de la demande par une rapide augmentation de sa production et de la productivité. L'accès des petits paysans aux terres, à l'eau et aux intrants n'est pas assuré. De grandes parties des récoltes sont perdues. Les moyens de financement et les infrastructures nécessaires manquent. Utilisant la majeure partie de leur revenu de ménage pour acheter de la nourriture les hommes ne peuvent plus assurer l'alimentation de leurs familles. La majorité des personnes sous-alimentées vit dans les régions rurales ; là-bas, tout comme dans les villes, la faim et la pénurie alimentaire peuvent provoquer des émeutes qui menacent la stabilité des pays.

En plus de l'aide rapide dans les situations d'urgence et de crise, il est très important d'**augmenter la production agricole** à moyen terme dans ces régions et de renforcer le pouvoir d'achat de tous les habitants des pays pauvres. Il s'agit là d'une condition préalable pour qu'on puisse parvenir à une croissance économique qui diminuera la pauvreté et à un développement en général. Les instruments à moyen et long terme de la coopération au développement doivent être adaptés en fonction de ce but. Promouvoir la production agricole notamment dans les pays ayant des problèmes de sécurité alimentaire doit redevenir une priorité. Il faut élaborer des mesures orientées vers les besoins concrets des pays. La **responsabilité** de la définition de telles mesures et de leur mise en oeuvre **incombe aux pays concernés**.

Pour réussir le développement durable il est nécessaire de préserver les ressources naturelles qui sont l'eau, le sol et la biodiversité.

2. Adapter les investissements au besoin réel

Afin de promouvoir l'agriculture, les investissements dans le secteur agricole sont un moyen important. Dans de nombreux pays, de tels investissements ainsi que la recherche agricole, les conseils et la formation sont la meilleure manière pour lutter contre la pauvreté et relancer le développement économique. En plus, les investissements dans l'agriculture favorisent la diversification de la structure économique. Souvent, il est nécessaire d'améliorer l'environnement dans lequel les activités agricoles se déroulent. Cela peut impliquer des changements à réaliser dans les domaines de la gouvernance, de la politique économique, du système de formation ou de la santé publique.

Une approche spécialement adaptée et basée sur les forces, les besoins et les priorités spécifiques de chaque pays est la clé du succès car il s'agit de bien plus que d'une simple augmentation de la production.

3. Renforcer l'espace rural

Il convient de changer profondément les structures bien au-delà du secteur agricole. **Le développement de régions rurales viables sur le plan économique** doit être la priorité de toute politique. Dans ce processus, **l'agriculture en tant que productrice de denrées alimentaires joue un rôle clé** qu'il faudrait consolider et valoriser. Il est essentiel que les agriculteurs aient accès au savoir et aux technologies, aux ressources productives, à savoir les terres et l'eau, ainsi qu'aux intrants.

Assurer la participation adéquate des agriculteurs à la valeur ajoutée constitue une étape supplémentaire. À cette fin, l'agriculture de groupe est une solution possible permettant des progrès par la production, le stockage, le transport et la commercialisation en commun des produits. Il serait souhaitable que les pouvoirs publics et les entreprises définissent une démarche commune appropriée. Une autre possibilité est de soutenir les activités économiques indépendantes en accordant des petits crédits. Enfin, il est primordial de favoriser une production agricole respectueuse des ressources. La production et l'utilisation durables de la biomasse contribueront à la sécurité énergétique dans les régions rurales.

4. De la recherche agronomique

La recherche agronomique doit aider à augmenter la productivité en ce qui concerne les matières premières agricoles tout en respectant les principes de la durabilité et des méthodes de transformation efficaces.

5. Enjeux pour les pays donateurs

La sécurité alimentaire mondiale en tant que défi global demande aussi beaucoup d'efforts de la part de la politique des pays donateurs.

Pour tous les pays, la préservation des possibilités de production durable devrait être une priorité afin de répondre à la hausse de la demande de denrées alimentaires, de carburants et de matière fibreuse.

Ils doivent maintenir les capacités de production durable dans les régions tempérées et les utiliser pour la prévention des pénuries alimentaires ainsi que pour la prévention et gestion de crises.

Il y a lieu de prendre en compte les concurrences éventuelles lors de la production de plantes destinées à des utilisations différentes. **Le principal objectif de chaque production agricole est de nourrir les hommes.**

Les membres de l'OMC devraient vite prendre des initiatives concrètes dans le but de conclure rapidement par consensus les négociations en cours dans le cadre du cycle de Doha. Il convient de faciliter l'accès au marché, de supprimer toute forme de promotion des exportations ayant un effet de distorsion sur les échanges et de réduire les subventions ayant ce même effet afin de garantir des échanges de produits agricoles équitables. En coopération transnationale, il faut élaborer des normes universellement acceptées pour la production durable et aider ensuite les pays en développement à les mettre en oeuvre.

Quant aux grandes entreprises commerciales et du secteur agroalimentaire, elles sont invitées à contribuer, elles aussi, à ce que la production agricole locale et régionale puisse évoluer tant sur le plan quantitatif que qualitatif et atteindre les consommateurs dans l'objectif de promouvoir la production durable grâce à de meilleures possibilités de vente et d'augmenter ainsi les revenus.

Lors du 1er Sommet berlinois des ministres de l'agriculture se sont réunis les ministres de l'Azerbaïdjan,

de la Bulgarie, du Burkina Faso, de la Chine, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Indonésie, du Kirghizstan, de la Croatie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Macédoine, de la Mongolie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Suisse, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de l'Ukraine, de la Hongrie et de l'Allemagne ainsi que des représentants de la FAO.

- Le document peut être [téléchargé](#) sur le site du Ministère allemand de l'agriculture